

Conseil municipal du 16 octobre 2014  
Déclaration Saint-Etienne Vraiment à Gauche

Non à la mise en place de Rouen-métropole !

La mise en place des métropoles en janvier 2015 est une nouvelle étape de la mise en œuvre de la réforme territoriale et de la décentralisation. Celles-ci n'ont apporté que reculs et précarisation des effectifs des collectivités territoriales et les transferts de compétences, sans les moyens nécessaires, n'ont cessé de faire régresser les services rendus à la population. Valls prétend aujourd'hui franchir un nouveau pas, contre les travailleurs des collectivités locales et leurs usagers, autrement dit contre la population dans son ensemble. La soi-disant volonté d'en finir avec la gabegie que constitue l'organisation administrative et politique de l'Etat français n'est qu'un des volets de la lutte que mènent les gouvernements européens pour entretenir les dividendes des grands actionnaires des banques et des multinationales. Un double mouvement est en route, profondément antidémocratique et générateur d'inégalités sociales : vers une concentration toujours plus forte des pouvoirs entre de moins en moins d'exécutifs locaux placés à la tête de structures adaptées aux besoins de la grande bourgeoisie européenne, grandes régions (y compris transfrontalières) et grandes métropoles urbaines sur lesquelles se concentrent les moyens financiers destinés à favoriser « les affaires », tandis que des pans entiers des territoires sont condamnés à la régression.

Mettre fin à la destruction des collectivités locales de proximité est une urgence. Les attaques du gouvernement Valls ne sont pas anodines, la privatisation des services publics jugés rentables par les banques ne fera qu'accroître les inégalités. Mais le faire au nom de la défense d'institutions qui n'ont de « démocratique » et de « proximité » que le nom est une impasse. Oui, il faut mettre fin aux gaspillages de toute sorte que constituent les « doublons », mais en conservant les effectifs de fonctionnaires, et même en les augmentant, ce qui permettrait d'améliorer les services rendus à la population. Quant aux regroupements des communes, des départements, des régions, y compris à travers les vieilles frontières nationales, ils devraient relever d'un processus démocratique s'inscrivant dans un cadre bien plus général : celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples.

A l'occasion de la création de la métropole, des transferts de compétences vont avoir lieu des communes vers la nouvelle métropole (voirie, éclairage public, urbanisme...). Cela veut donc dire des transferts de matériels et de personnels. Avec les syndicats du personnel de la Fonction publique territoriale, nous demandons le maintien de tous les avantages acquis pour les personnels transférés, l'alignement par le haut de tous les régimes indemnitaires, et l'assurance qu'avec ces transferts de personnels, les communes, et donc le service communal au public, ne soit pas déshabillé, ne soit pas contraint au toujours plus avec toujours moins de moyens.

Les éluEs SER VAG appellent l'ensemble des éluEs de l'agglomération à refuser la métropole anti-démocratique, et au contraire à favoriser l'expression des mouvements citoyens, associatifs et syndicaux... sur toutes les grandes questions sociales et environnementales qui concernent notre territoire. Nous demandons à notre conseil municipal de prévoir dans le bulletin municipal et sur le site internet de la ville un espace d'expression sur les questions liées à la Métropole.